



**PRÉFET
DE MAINE-ET-LOIRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement des
Pays de la Loire**

Pôle Carrières et Matériaux

Saint-Barthélemy-d'Anjou, le 4 septembre 2025

Unité Inter-Départementale Anjou-Maine
BP 80145
49124 Saint-Barthélemy-d'Anjou

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 24/07/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

Société des Calcaires d'Ambillou

1 rue Principale
49700 Louresse-Rochemenier

Références : 2025-347_INSP_RAP_SB_Calcaires d'Ambillou
Code AIOT : 0006303997

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 24/07/2025 dans l'établissement Société des Calcaires d'Ambillou implanté Le Bois de La Coudraye Ambillou-Château 49700 Tuffalun. L'inspection a été annoncée le 21/05/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- Société des Calcaires d'Ambillou
- Le Bois de La Coudraye Ambillou-Château 49700 Tuffalun
- Code AIOT : 0006303997
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Il s'agit d'une carrière de tuffeau (calcaire crayeux) dont l'autorisation d'exploiter de 2016 porte sur une emprise de l'ordre de 12 ha pour une production annuelle maximale de 60 000 t par an.

L'extraction est réalisée par des engins mécaniques sans utilisation d'explosifs. Le tuffeau qui est extrait est broyé sur place et destiné principalement à servir de substrat pour les champignonnières. Le reste est utilisé comme amendement des sols ou destiné à la fabrication, hors site, de litière pour animaux (chats,...).

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas

un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Situation administrative	Arrêté Préfectoral du 25/04/2016, article 1.2.1	Demande d'action corrective	3 mois
2	Localisation des installations	Arrêté Préfectoral du 25/04/2016, article 1.2.2	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
3	Garanties financières	Arrêté Préfectoral du 25/04/2016, article 1.5.5	Demande d'action corrective	1 mois
4	Bornage, accès, distances limites, zones de protection, poteau électrique	Arrêté Préfectoral du 25/04/2016, article 2.1.2, 2.3.1, 2.3.2 et 2.4.10	Mise en demeure, respect de prescription, Demande d'action corrective	a) 1 mois b) 2 mois c), d) et e) 2 mois
5	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 25/04/2016, article 2.3.3.2	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
8	Plans et GEREP	Arrêté Préfectoral du 25/04/2016, article 2.4.5, 2.4.6 et 3.2.8	Mise en demeure, respect de prescription, Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
9	Phasage d'exploitation et remise en état	Arrêté Préfectoral du 25/04/2016, article 2.4.2.1 et 2.5.1	Demande d'action corrective	3 mois
10	Registre national des déchets	Code de l'environnement, article R541-43-1	Demande d'action corrective	4 mois
11	Remblaiement - Admission et suivi	Arrêté Préfectoral du 25/04/2016, article 2.5.2.1.2 à 2.5.2.1.6	Mise en demeure, respect de prescription, Demande d'action corrective	a) 4 mois b) 1 mois
13	Prévention des pollutions accidentelles - Rétentions	Arrêté Préfectoral du 25/04/2016, article 3.2.3 (§IV)	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
14	Prévention des pollutions accidentelles- Forage	Arrêté Préfectoral du 25/04/2016, article 3.2.3 (§VII)	Mise en demeure, respect de prescription	2 mois
15	Surveillance des eaux	Arrêté Préfectoral du 25/04/2016, article 3.2.7.1 et 3.2.7.2	Mise en demeure, respect de prescription, Demande d'action corrective	a) et b) 1 mois c) et d) 3 mois
16	Surveillance des rejets atmosphériques	Arrêté Préfectoral du 25/04/2016, article 3.3.3	Demande d'action corrective	2 mois
17	Surveillance des émissions sonores	Arrêté Préfectoral du 25/04/2016, article 3.5.4	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
18	Information du public	Arrêté Préfectoral du 25/04/2016, article 5.1	Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
6	Épaisseur et profondeur d'extraction	Arrêté Préfectoral du 25/04/2016, article 2.4.2.2	Sans objet
7	Trafic - Circulation des engins et véhicules	Arrêté Préfectoral du 25/04/2016, article 2.4.3	Sans objet
12	Remblaiement	Arrêté Préfectoral du 25/04/2016, article 2.5.2.2	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a mis en évidence une multitude de non-conformités (NC) dont certaines avaient déjà été signalées à l'exploitant à l'occasion de l'inspection précédente de 2020. Ces non-conformités concernent des aspects en lien avec l'identification de la limite d'emprise du site (NC1 et NC2 de 2020), le plan d'exploitation (NC5 de 2020), l'aménagement du forage (NC4 de 2020), l'accès au site et le suivi du rejet (NC7 de 2020), la traçabilité des apports de remblais (FS(Fait Susceptible)NC1 de 2020).

Parmi les nouvelles non-conformités constatées, on notera notamment l'absence de réalisation d'analyses prescrites concernant la qualité des eaux souterraines. Concernant cette non-conformité ainsi que l'ensemble des non-conformités qui avaient déjà été signalées à l'exploitant, l'inspection des installations classées propose au préfet de le mettre en demeure de se mettre en conformité.

Concernant les autres non-conformités identifiées, des actions correctives et/ou des justificatifs sont, à ce stade, demandés à l'exploitant dans des délais contraints.

Parmi les aspects les plus prégnants on notera, l'absence de borne incendie à moins de 200 m des bâtiments, la mise à disposition à des tiers de secteurs du site (pas encore exploités ou déjà remis en état), l'incertitude relative du niveau d'émergences sonores au niveau de l'habitation la plus proche, l'absence de surveillance des émissions de poussières, l'absence de transfert des informations relatives aux déchets admis vers le registre national et l'absence de réunion d'un comité de suivi.

L'inspection des installations classées souligne que dans le cadre de l'autorisation de l'extension du site, la mise à jour de l'arrêté préfectoral pourrait, outre l'extension, permettre certains ajustements des prescriptions en vigueur.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Situation administrative

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/04/2016, article 1.2.1			
Thème(s) : Situation administrative, Situation administrative			
Prescription contrôlée :			
Les activités autorisées relèvent des rubriques suivantes de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement :			
Rubrique	Désignation des activités	Grandeur caractéristique	Régime *
2510.1	1- Exploitation de carrière	Emprise total du site : 12 ha 34 a 81 ca dont env. 7,4 ha d'extraction Production annuelle : - maximum : 60 000 t - moyenne : 40 000 t	A
2515.1.b	1.Installation de broyage, concassage, criblage, ensachage, pulvérisation, nettoyage, tamisage, mélange de pierres, cailloux, minerais et autres produits	Puissance installée : env. 250 kW (< 550 kW y compris avec installation mobile)	E

	minéraux naturels ou artificiels ou de déchets non dangereux inertes. La puissance installée des installations étant : b. supérieure à 200 kW, mais inférieure ou égale à 550 kW		
2517.3	Station de transit de produits minéraux ou de déchets non dangereux inertes autres que ceux visés par d'autres rubriques, la superficie de l'aire de transit étant : 3. supérieure à 5 000 m ² , mais inférieure ou égale à 10 000 m ²	< à 10 000 m ²	D

* A : Autorisation ; E : Enregistrement ; D : Déclaration

Les installations comportent notamment :

- des installations de traitement (concassage, criblage) des matériaux extraits ou apportés sur le site (elles sont dans un hangar) ;
- des engins (pelle, chargeuse, tombereaux,...) ;
- des convoyeurs à bande de matériaux (notamment à la sortie d'installations de traitement) ;
- un pont bascule (mis en place lors de la première phase quinquennale d'exploitation) ;
- une aire étanche d'entretien et de ravitaillement des engins associée à un séparateur d'hydrocarbures ;
- un petit atelier de sciage (6 kW) destiné à valoriser des blocs indurés du gisement (activité marginale) ;
- un forage alimentant l'atelier de sciage et l'arrosage en eau (via citerne tampon) ;
- un bassin de collecte des eaux utilisées au sciage ;
- des stockages de matériaux (extraits, apports) dont certains sous hangars ;
- des locaux techniques (stockage de produits et de matériels, atelier,...) ;
- deux piézomètres de surveillance ;
- un local pour le personnel.

Constats :

L'inspection n'a pas mis en évidence de nouvelle activité classée au titre de la réglementation ICPE dans l'établissement. Compte tenu d'évolutions de la nomenclature supprimant le régime de l'autorisation pour certaines rubriques, les installations de traitement de matériaux relèvent désormais de la rubrique 2515.1.a sous le régime de l'enregistrement et la station de transit, de la rubrique 2517.2 sous le régime déclaratif.

L'inspection des installations classées précise qu'un projet de modification (extension de la carrière) à fait l'objet, par l'exploitant, d'un porter à connaissance du préfet (après un examen au cas par cas). L'instruction arrive à son terme, un avant-projet d'arrêté en ce sens a été communiqué à l'exploitant, pour observations, préalablement à l'inspection. Cet avant-projet actualise concomitamment les rubriques et ajoute les rubriques IOTA, qui bénéficie d'une antériorité de fait.

La visite a montré que les terrains d'extension n'étaient pas exploités par le carrier et conservaient un usage agricole (culture de tournesols présente).

La visite a par ailleurs montré qu'un bâtiment (hangar métallique) ajouté en 2023 comportait des panneaux photovoltaïques en toiture. L'exploitant a indiqué que ces panneaux couvraient une surface de 2000 m² et qu'il y était fait mention dans un porter à la connaissance fait au préfet.

L'examen de ce porter à connaissance de 2023 confirme que la mise en place de panneaux photovoltaïques en toiture y est bien indiquée. Le document dans lequel ne figure pas le permis de construire précise néanmoins une surface dédiée de 900 m² et une puissance de 500 kWc.

Pour mémoire, par courrier du 26/09/2018, le préfet a pris acte de la construction d'autres bâtiments accolés à celui de 2023. Ce courrier du préfet précise que ces hangars ne sont pas dotés d'installations électriques et qu'une borne incendie est disponible à moins de 200 mètres du site.

L'existence de dispositions ministérielles applicables a été signalée à l'exploitant lors de l'inspection (il s'agit des dispositions de la section V (art. 28 à 44) de l'arrêté ministériel du 4/10/2010).

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

La procédure d'autorisation de l'extension approchant de son terme, les observations de l'exploitant sont attendues pour ajuster l'avant-projet d'arrêté visant à l'autoriser s'il y a lieu.

L'exploitant doit apporter des éclairages concernant la présence de panneaux photovoltaïques notamment en termes de bâtiments concernés, de surface, de puissance et de conformité vis-à-vis des dispositions ministérielles applicables. L'exploitant doit porter à la connaissance du préfet les modifications éventuellement apportées avec les éléments d'appréciation en vue d'une potentielle régularisation.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 2 : Localisation des installations

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/04/2016, article 1.2.2

Thème(s) : Autre, Localisation des installations

Prescription contrôlée :

Conformément au plan parcellaire joint à la demande et dont un exemplaire est annexé au présent arrêté, l'autorisation d'exploiter porte sur les parcelles suivantes du plan cadastral de la commune déléguée de Ambillou-Château :

	Parcelles concernées		Surface
	section	Numéro (p = pour partie)	
Renouvellement	A	647p, 648, 1152p, 1312p	4 ha 53 a 57 ca
Extension	A	647p	6 a
	YO	5p, 6, 7, 8, 9p, 10, 11, chemin rural de la Pierre Moricet	7 ha 75 a 24 ca
Surface totale du projet			12 ha 34 a 81 ca

Constats :

Les activités constatées se déroulent au sein des parcelles listées, bien que le positionnement de la limite d'emprise fasse l'objet d'observations dans les constats du point de contrôle n°4. Certains numéros de parcelles ont néanmoins évolué suite à des regroupement ou redécoupage parcellaire.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'inspection des installations classées a demandé à l'exploitant de fournir les références parcellaires actualisées des terrains d'emprise actuels et de l'extension projetée, afin d'actualiser l'avant projet d'arrêté mentionné au point de contrôle précédent.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 1 mois

N° 3 : Garanties financières

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/04/2016, article 1.5.5

Thème(s) : Autre, Garanties financières (actualisation)

Prescription contrôlée :

L'exploitant est tenu d'actualiser le montant des garanties financières et en atteste auprès du préfet au moins dans les cas suivants :

- tous les cinq ans au prorata de la variation de l'indice publié TP 01 ;
- lorsqu'il y a une augmentation supérieure à 15 (quinze) % de l'indice TP01, et ce dans les six mois qui suivent ces variations.

Constats :

L'exploitant dispose d'un acte de cautionnement valide. L'inspection des installations classées a néanmoins signalé à l'exploitant que cet acte devait être actualisé puisque son montant de 159 474 € est basé sur une valeur de l'indice TP01 qui a depuis, augmenté de plus de 15 %. En outre, le porter à connaissance du préfet relatif au projet d'extension cité au point de contrôle n°1, réévalue, pour la phase d'exploitation actuelle le montant à 216 884 €.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit actualiser ses garanties financières et communiquer au préfet un nouvel acte de cautionnement, avec les éléments de calculs correspondant tenant compte de l'évolution de l'indice TP01 et des ajustements liés aux évolutions du phasage d'exploitation.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 mois

N° 4 : Bornage, accès, distances limites, zones de protection, poteau électrique

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/04/2016, article 2.1.2, 2.3.1, 2.3.2 et 2.4.10

Thème(s) : Risques accidentels, Bornage, accès, distances limites, zones de protection, poteau électrique

Prescription contrôlée :

2.1.2

L'exploitant est tenu de placer des bornes en tous les points nécessaires pour déterminer le périmètre de l'autorisation ainsi que le périmètre d'extraction.

[...]

Ces bornes doivent demeurer en place jusqu'à l'achèvement des travaux d'exploitation et de remise en état du site.

2.3.1

[...] Il est interdit de laisser à des tiers l'utilisation même partielle du site avant le terme de l'exploitation. Le libre accès de l'exploitation au public est interdit.

[...]

Des pancartes indiquant le danger sont apposées, d'une part, sur le ou les chemins d'accès aux abords des travaux, d'autre part, au niveau du périmètre clôturé.

2.3.2

Les bords des excavations futures sont tenus à distance horizontale d'au moins 10 mètres des limites du périmètre sur lequel porte l'autorisation ainsi que de l'emprise des éléments de la surface dont l'intégrité conditionne le respect de la sécurité et de la salubrité publiques. Cette

distance est portée à 15 m de l'emprise du chemin rural créé conformément à l'article 2.1.6.

Sans préjudice des dispositions de l'article 2.4.10, la distance de 10 m susmentionnée, s'applique par rapport au poteau qui supporte la ligne électrique traversant l'emprise de l'établissement. Si l'exploitant réalise préalablement une déclaration d'intention de commencement de travaux (DICT) auprès du gestionnaire de la ligne électrique, la distance peut être réduite à 5 m dès lors que les fronts d'excavation présentent une pente n'excédant pas 45°.

[...]

2.4.10

L'exploitation est conduite de manière à permettre en toute circonstance, aux engins du gestionnaire de la ligne électrique, d'accéder au pied du poteau électrique présent dans l'emprise du site. Tant qu'un remblaiement restituant cet accès n'est pas effectué, une bande de terrains non excavée et constituant un accès adapté est conservée.

Constats :

L'exploitant a déclaré avoir placé des bornes pour déterminer le périmètre de l'autorisation. Néanmoins, aucune borne n'a pu être observée sur le terrain lors de l'inspection. Il a de plus été constaté qu'il n'y a pas de bornage ou a minima de piquetage permettant de situer le périmètre d'extraction au sein de l'emprise de l'autorisation d'exploiter.

Les bords des excavations futures sont tenus à distance horizontale d'au moins 10 mètres des limites du périmètre sur lequel porte l'autorisation ainsi que de l'emprise des éléments de la surface dont l'intégrité conditionne le respect de la sécurité et de la salubrité publiques. Cette distance est respectée en partie est et sud des secteurs d'extraction au regard des constats passés et des éléments présentés et transmis (plans).

Dans l'angle nord du site, en limite nord-ouest et en limite nord-est du site, le long du chemin rural créé, l'appréciation de la situation est nettement moins évidente. Il a été constaté qu'en limite nord-est, le long du chemin rural créé, la découverte des terrains en prévision de l'extraction est conduite à moins de 15 m, voire moins de 10 m de la limite d'emprise du site. Il a également été constaté qu'autour du poteau qui supporte la ligne électrique, l'extraction a été conduite à une distance inférieure à 10 m. L'exploitant a de plus indiqué ne pas avoir effectué de déclaration d'intention de commencement de travaux (DICT) auprès du gestionnaire de la ligne électrique. Bien que la distance soit inférieure à 10 m, les fronts d'excavation autour du poteau présentent une pente bien supérieure à 45°.

Lors de l'inspection, il a été constaté qu'une voie d'accès est présente pour permettre un accès au pied du poteau électrique, si besoin, après retrait des blocs l'obstruant. L'inspection des installations classées note toutefois, que cette voie semble avoir été reconstituée après extraction du gisement, ce que confirme le plan d'exploitation du 06/02/2025 communiqué par l'exploitant, qui montre que la totalité de la périphérie du poteau électrique est extraite.

En complément de ce qui précède, il a été constaté que la clôture présente au niveau de la limite nord, nord-est du site n'est pas positionnée à la limite de l'emprise d'exploitation autorisée. Une partie de cette clôture est située au nord du chemin rural créé alors que la limite d'emprise ICPE de l'établissement est au sud. L'exploitant a déclaré être propriétaire des terrains au nord de l'emprise ICPE et être par conséquent sur sa propriété et a également contesté le positionnement de la limite d'emprise de l'établissement.

L'inspection des installations classées joint à ce rapport un extrait du plan du site relatif au secteur concerné. Cet extrait est tiré de la demande d'autorisation d'exploiter initiale de l'exploitant et correspond à ce qui figure dans l'autorisation d'exploiter.

En l'absence de bornes identifiables en limite d'emprise ICPE et de piquetage permettant de situer la limite du périmètre d'extraction, cette situation pourrait conduire à une appréciation incorrecte de ces limites. Il a été constaté que des activités agricoles (vignes et culture de maïs notamment) se déroule sur le site. L'exploitant laisse donc à des tiers l'utilisation partielle du site avant le terme de l'exploitation. Il a été constaté qu'au nord et à l'est du site les accès (barrières) ne sont pas fermés à clé et n'interdisent en conséquence pas le libre accès de l'exploitation au public. En particulier au

niveau du périmètre clôturé, au nord, il n'a pas été constaté de pancartes indiquant le danger.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

a) L'exploitant doit se mettre en conformité afin d'interdire le libre accès de l'exploitation au public (barrières fermées à clé).

b) L'exploitant doit faire le point sur la localisation de la limite d'emprise de l'établissement (= le périmètre de l'autorisation) ainsi que sur la limite du périmètre d'extraction. L'exploitant doit se mettre en conformité et prendre des dispositions pour permettre de localiser, in-situ, la position des bornes marquant la limite d'emprise de l'établissement (et/ou à minima du piquetage) la position de celles marquant la limite périmètre d'extraction.

c) L'exploitant doit compléter la signalétique autour du site.

d) L'exploitant doit remblayer en priorité l'excavation autour du poteau électrique afin de rétablir des terrains stables et praticables sur une distance minimale de 10 m autour de ce dernier. L'exploitant doit maintenir l'excavation à au moins 15 m de l'emprise du chemin rural créé.

e) Concernant l'utilisation partielle du site, par des tiers, avant le terme de l'exploitation, l'exploitant doit dès à présent mettre en place avec ces tiers une convention co-signée (par les tiers et l'exploitant), précisant les conditions de sécurité à respecter et la nécessité de satisfaire aux dispositions de l'arrêté d'autorisation d'exploiter. La convention définit les modalités des gestions des parties communes aux activités (le cas échéant accès, circulation, gestion des eaux, moyens d'alerte et de secours,...) ainsi que la responsabilité de chacun. La convention vise à assurer la préservation de l'environnement et la sécurité (des personnes, biens,...). La convention précise les conditions d'informations réciproques en cas d'incident ou d'accident. L'ensemble des personnels concernés (de l'exploitant et des tiers) en est informé. Cette convention est tenue à la disposition de l'inspection. Le projet d'arrêté relatif à l'extension projetée devrait reprendre des dispositions l'imposant.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites :

a) et b) = Mise en demeure, respect de prescription,

c), d) et e) = Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 mois

N° 5 : Moyens de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/04/2016, article 2.3.3.2

Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie

Prescription contrôlée :

Les travaux sont situés et réalisés conformément aux descriptifs joints au dossier.

Les engins et installations présents sur le site sont pourvus d'équipements de lutte contre l'incendie adaptés et conformes aux normes en vigueur. Au moins un extincteur à poudre de capacité adaptée au risque à défendre est présent à proximité de l'aire de ravitaillement en carburant. Ces matériels sont maintenus en bon état et vérifiés au moins une fois par an.

Le site doit en permanence être accessible aux engins de secours.

Les moyens de lutte contre l'incendie sont judicieusement répartis dans l'établissement. Ces matériels sont en nombre suffisant et immédiatement disponibles. Leurs emplacements sont signalés et leurs accès sont maintenus libres en permanence. Ils sont reportés sur un plan tenu à jour.

L'établissement dispose notamment :

- après accord avec les services d'incendie et de secours :
 - soit d'une réserve d'eau incendie d'une capacité unitaire de 120 m³ placée à proximité de l'accès, en dehors de la zone de flux thermique de 3 kW/m², avec une aire de stationnement adaptée aux engins de secours d'au moins 32 m² ;
 - soit d'une borne incendie, le long de la RD 156, au niveau de la Petite Coudre.
- d'une réserve de produit absorbant incombustible en quantité adaptée aux risques et des

<p>moyens nécessaires à sa mise en œuvre (pelle,...) à proximité des lieux de distribution de carburant ;</p> <ul style="list-style-type: none"> d'au moins une couverture spéciale anti-feu située à proximité des lieux de distribution de carburant. <p>Le personnel présent dispose d'une liaison téléphonique permettant de joindre les services de secours (18 ou 112).</p> <p>En cas d'incendie, les eaux polluées sont collectées.</p>
<p>Constats :</p> <p>Les travaux sont situés et réalisés conformément aux descriptifs joints au dossier.</p> <p>Des équipements de lutte contre l'incendie adaptés sont présents dans les installations et dans l'engin contrôlé. Il y a un extincteur à poudre (ABC) de capacité adaptée à proximité de l'aire de ravitaillement en carburant.</p> <p>Ces matériels sont maintenus en bon état et sont vérifiés annuellement, le dernier contrôle fait par Eurofeu date d'octobre 2024.</p> <p>Le site est accessible aux engins de secours, le caractère permanent de cet accès n'a pas été vérifié lors de l'inspection.</p> <p>Les moyens de lutte contre l'incendie sont répartis dans l'établissement mais l'exploitant ne dispose pas de plan permettant de les localiser sur le site ni d'en connaître le nombre.</p> <p>L'établissement ne dispose pas d'une réserve d'eau incendie et il n'y a pas de borne incendie, le long de la RD 156, au niveau de la Petite Coudre.</p> <p>L'exploitant a indiqué qu'une borne incendie serait présente le long d'une voie débouchant sur la RD156 au nord -ouest de la carrière. Cette affirmation n'a pas été vérifiée lors de l'inspection.</p> <p>L'exploitant a de plus précisé qu'une borne incendie devrait être implantée, dans les prochaines années, le long de la RD156, au niveau du secteur d'extension sollicité.</p> <p>L'exploitant dispose d'une réserve de produit absorbant incombustible en quantité adaptée et des moyens nécessaires à sa mise en œuvre près du lieu de distribution de carburant.</p> <p>L'exploitant ne dispose pas de couverture spéciale anti-feu.</p> <p>Le personnel présent dispose de liaison téléphonique.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit justifier comment le site est en permanence être accessible aux engins de secours.</p> <p>L'exploitant doit se mettre en conformité et disposer d'une réserve d'eau incendie d'une capacité unitaire de 120 m³ placée à proximité de l'accès telle que prescrite, en l'absence de justification de la présence d'une borne d'incendie à moins de 200 m de ses bâtiments.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 2 mois</p>

N° 6 : Épaisseur et profondeur d'extraction

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/04/2016, article 2.4.2.2</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Épaisseur et profondeur d'extraction</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'épaisseur maximale d'extraction et la cote minimale d'exploitation sont :</p> <ul style="list-style-type: none"> Épaisseur maximale d'extraction : 12 mètres environ ; Cote minimale du fond de fouille : au moins un mètre au dessus de la cote des plus hautes eaux connues sans être inférieure à 65 m NGF.
<p>Constats :</p>

Il a été constaté que les fronts d'extraction ont une hauteur de l'ordre de 12 m, ce que les indications portées sur le plan d'exploitation communiqué par l'exploitant confirment .

De même, au regard des indications de ce plan et du suivi de la piézométrie locale, la cote de fond de fouille est située autour de 66,52 m NGF (entre le forage et Pz2), donc au-dessus de 65 m NGF et plus d'un mètre au-dessus du niveau des plus hautes eaux connues dans les piézomètres voisins (cf. point de contrôle n°15).

Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Trafic - Circulation des engins et véhicules

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/04/2016, article 2.4.3

Thème(s) : Risques accidentels, Trafic - Circulation des engins et véhicules

Prescription contrôlée :

Trafic à l'extérieur du site :

[...]

Un panneau interdisant aux véhicules de plus de 3,5 t de tourner à gauche et un panneau de « Stop » sont présents au niveau de la sortie de la carrière sur la voie publique.

[...]

Toutes dispositions sont prises pour que les véhicules sortant de l'installation et leur chargement ne soient pas à l'origine de nuisances par pertes de matériaux, envols ou dépôts chez des tiers ou sur la voie publique.

[...]

En complément, si besoin, l'exploitant assure le nettoyage des portions de voies publiques impactées par son activité en accord avec les gestionnaires et la remise en état des accotements de ces voies.

A l'intérieur du site :

Les véhicules circulent sur les voies, espaces, pistes de circulation aménagés pour accéder aux installations. Les pistes ont une largeur adaptée à la circulation et des pentes inférieures à 15 % et la vitesse est limitée à 20 km/h.

Les aires de circulation hors emprise d'extraction et piste d'apports et d'évacuation des matériaux, bénéficient d'un revêtement en enrobés.

[...]

Un plan de circulation et une signalisation, visibles et explicites, sont en place à l'entrée et sur le site et précisent notamment la limitation de vitesse.

Une signalisation adaptée précise l'emplacement de l'aire de déchargement des apports extérieurs de remblais.

La présence et le passage au niveau de la ligne électrique font l'objet d'une signalisation adaptée, visible et explicite de part et d'autre, en particulier s'il est procédé à des déchargements de remblais à proximité.

Constats :

Il a été constaté qu'un panneau interdisant aux véhicules de plus de 3,5 t de tourner à gauche et un panneau de « Stop » sont présents au niveau de la sortie de la carrière sur la voie publique.

Les pistes et aires avant la sortie du site, hors emprise d'extraction et de remblaiement, sont enrobées pour permettre un décrottage des roues avant la sortie du site.

Il a été constaté que la voie publique d'accès est propre (absence de dépôts). L'exploitant a indiqué faire appel à une balayeuse si besoin. Cette indication n'a pas été vérifiée lors de l'inspection.

Il a été constaté que les voies, espaces, pistes où circulent les véhicules pour accéder aux installations sont aménagés. Leur dimensionnement et pente apparaît adapté et la signalisation indique que la vitesse est limitée à 20 km/h.

Un plan de circulation et une signalisation, visibles et explicites, sont en place à l'entrée et sur le site.

La signalisation indique l'emplacement de l'aire de déchargement des apports extérieurs de remblais.

Quelques panneaux signalent la présence de la ligne électrique. Le déchargement des remblais est fait sur une zone qui ne nécessite pas le passage sous la ligne électrique.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Plans et GEREP

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/04/2016, article 2.4.5, 2.4.6 et 3.2.8

Thème(s) : Risques accidentels, Plans et GEREP

Prescription contrôlée :

2.4.5 Plans d'exploitation

Un plan d'échelle minimale de 1/1500^e de l'exploitation est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées sur le site. Ce plan est mis à jour au moins une fois par an et doit indiquer explicitement :

- les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploiter ainsi que ses abords, dans un rayon de 50 mètres ;
- l'emplacement des bornes (y compris celles de nivellement) ;
- les limites du périmètre sur lequel porte l'extraction de matériaux ;
- les bords de fouille (avancement de l'exploitation), parois et fronts d'excavation (et de remblaiement) ;
- les courbes de niveau ou cotes d'altitude des points significatifs, les niveaux d'exploitation sont définis en m NGF, faisant apparaître notamment les cotes de fond de fouille, remblaiement et sommet des stocks ;
- la position des ouvrages voisins dont l'intégrité conditionne le respect d'une distance de sécurité et, s'il y a lieu, leur périmètre de protection institué en vertu de réglementations spéciales.

Doivent également apparaître de manière distincte sur ce plan ou un plan complémentaire :

- les zones en cours d'exploitation,
- les zones exploitées et remises en état et la nature du réaménagement effectué,
- les zones exploitées en cours de réaménagement,
- les futures zones à exploiter,
- la localisation des installations (traitement des matériaux, aire de ravitaillement, ...) et des stockages de matériaux,
- la localisation des pistes, clôtures et accès.

2.4.6 Enquête annuelle

Chaque année, l'exploitant renseigne le questionnaire relatif à l'activité de la carrière au cours de l'année précédente dans le délai prévu.

Simultanément, l'exploitant adresse à l'inspection des installations classées, la mise à jour annuelle du plan prévu à l'article 2.4.5

3.2.8 Plan du circuit des eaux

Un plan ou schéma présentant les circuits des eaux dans les installations est établi et tenu à jour et à la disposition de l'inspection des installations classées.

Ce document permet d'identifier jusqu'au point de rejet, les différents équipements présents (point de prélèvement, dispositifs de traitement, aire de collecte spécifique, fossé ou égout de collecte, point de rejet, équipement de mesure présent,...).

Constats :

Un plan d'échelle 1/500^e de l'exploitation, mis à jour le 06/02/2025, a été communiqué par l'exploitant à l'inspection des installations classées, la veille de l'inspection. Bien que de 2025, ce

plan indique une « *limite d'extraction au 05/02/2024* » mais pas celle de 2025.

Ce plan indique :

- une partie des limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploiter ;
- l'emplacement de bornes (y compris celles de nivellement) ;
- les limites du périmètre sur lequel porte l'extraction de matériaux ;
- les bords de fouille (avancement de l'exploitation), parois et fronts d'excavation (et de remblaiement) ;
- les courbes de niveau ou cotes d'altitude des points significatifs, les niveaux d'exploitation sont définis en m NGF, faisant apparaître notamment les cotes de fond de fouille et remblaiement ;
- les zones en cours d'exploitation,
- les futures zones à exploiter (phases suivantes),
- les zones exploitées et remises en état ;
- les zones exploitées en cours de réaménagement (mentionnées comme « zone remblayée ») ;
- la localisation de l'aire de ravitaillement, du pont bascule et des bâtiments et locaux.

Ce plan n'indique pas :

- la totalité de la limite du périmètre sur lequel porte le droit d'exploiter ;
- les abords du site dans un rayon de 50 mètres ;
- l'emplacement de bornes permettant d'identifier la limite du périmètre sur lequel porte le droit d'exploiter (notamment au nord du site). Le plan communiqué ne localise pas de borne de nivellement ;
- certaines courbes de niveau ou cotes d'altitude de points significatifs tels que les merlons, le secteur des installations et stocks et les terrains à la périphérie de l'excavation ;
- la position des ouvrages voisins dont l'intégrité conditionne le respect d'une distance de sécurité. En particulier, la clôture périphérique de l'établissement et le poteau électrique n'apparaissent pas sur ce plan.
- la nature du réaménagement effectué sur les zones remises en état,
- la localisation des installations de traitement des matériaux et des stockages de matériaux,
- la localisation des pistes, clôtures et accès.

L'exploitant a renseigné la déclaration annuelle d'activité, la veille de l'inspection.

Le plan ou schéma présentant les circuits des eaux dans les installations n'a pas été examiné lors de l'inspection.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

- a) L'exploitant doit mettre en conformité son plan pour que les indications prescrites y figurent.
- b) L'exploitant doit justifier qu'il dispose d'un plan ou schéma présentant les circuits des eaux dans les installations.
- c) L'absence de repérage de la clôture sur le plan d'exploitation ne permettant pas de savoir si elle est bien présente sur toute la périphérie, l'exploitant doit en justifier et, si besoin, la compléter pour que ce soit le cas.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites :

- a) = Mise en demeure, respect de prescription,
- b) et c) = Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 1 mois

N° 9 : Phasage d'exploitation et remise en état

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/04/2016, article 2.4.2.1 et 2.5.1

Thème(s) : Risques chroniques, Phasage d'exploitation et remise en état

Prescription contrôlée :

2.4.2.1

L'exploitation est réalisée en 5 phases de 5 ans conformément aux plans de phasage d'exploitation et de réaménagement du site annexés au présent arrêté.

[...]

2.5.1

[...]

L'exploitant est tenu de remettre en état, au fur et à mesure de l'exploitation, le site affecté par son activité, compte tenu des caractéristiques essentielles du milieu environnant et conformément aux dispositions précisées dans le présent arrêté, aux descriptions fournies dans le dossier de demande d'autorisation complété et aux plans annexés au présent arrêté.

[...]

Constats :

L'exploitation est réalisée par phases. Le sens de progression de l'extraction correspond au plan de phasage. En termes de réaménagement, la remise en état progresse au fur et à mesure de l'exploitation. Il y a néanmoins quelques différences de localisation de la progression par rapport au phasage initialement envisagé. Notamment, le secteur central est réaménagé et cultivé (maïs) bien que prévu en toute fin d'autorisation.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Comme précisé au point de contrôle numéro 1, le projet d'arrêté relatif à l'extension sollicitée par l'exploitant est en cours de finalisation. L'exploitant doit porter à la connaissance du préfet les modifications de phasage envisagées avec les éléments d'appréciation (en particulier les nouveaux plans de phasage à fournir) en vue d'une potentielle régularisation et de pouvoir le cas échéant, les prendre en compte dans le futur arrêté.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 10 : Registre national des déchets

Référence réglementaire : Code de l'environnement, article R541-43-1

Thème(s) : Risques chroniques, Registre national des déchets

Prescription contrôlée :

I.-Pour l'application du II de l'article L. 541-7, les personnes produisant ou expédiant des terres excavées et des sédiments, les collecteurs, les transporteurs, les négociants, les courtiers, les exploitants des installations de transit, de regroupement ou de traitement de terres excavées et sédiments, et les personnes valorisant des terres excavées et des sédiments tiennent à jour un registre chronologique de la production, de l'expédition et de la réception de ces terres et sédiments. Ce registre est conservé pendant au moins trois ans. Le registre permet d'identifier précisément la destination ou le lieu de valorisation des terres excavées et sédiments.

II.-Le ministre chargé de l'environnement met en place une base de données électronique centralisée, dénommée " registre national des terres excavées et sédiments ", dans laquelle sont enregistrées les données transmises par les personnes produisant ou traitant des terres excavées et sédiments, y compris les personnes effectuant une opération de valorisation de terres excavées et sédiments et les personnes exploitant une installation de transit ou de regroupement de terres excavées et sédiments. Le registre national des terres excavées et sédiments et le registre national des déchets mentionné à l'article R. 541-43 peuvent constituer une unique base de données. Ces personnes transmettent par voie électronique au ministre chargé de l'environnement les données constitutives du registre mentionné au I. Cette transmission a lieu, au plus tard, le dernier jour du mois suivant l'expédition, la réception ou le traitement, y compris la valorisation, des terres excavées et sédiments, et chaque fois que cela est nécessaire pour mettre à jour ou corriger une

donnée. Cette transmission se fait au moyen du télé-service mis en place par le ministre chargé de l'environnement ou par échanges automatisés de données selon les modalités définies par le ministre chargé de l'environnement. Afin d'assurer la sauvegarde des intérêts de la défense nationale, des modalités spécifiques de transmission peuvent être prévues pour les services placés sous l'autorité du ministre de la défense, dans des conditions définies par arrêté conjoint du ministre chargé de l'environnement et du ministre de la défense. La transmission des informations au registre national des déchets, mentionné à l'article R. 541-43, vaut transmission des informations au registre national des terres excavées et sédiments lorsque cette transmission respecte les conditions du présent II en matière de délai et de contenu. La transmission des informations du bordereau électronique au système de gestion des bordereaux de suivi de déchets mentionné à l'article R. 541-45 vaut transmission des informations au registre national des terres excavées et sédiments lorsqu'elle respecte les conditions du présent II en matière de délai et de contenu. La gestion du registre national des terres excavées et sédiments peut être confiée à une personne morale de droit public désignée par le ministre chargé de l'environnement. Les personnes s'étant acquittées de l'obligation de transmission des informations au registre national des terres excavées et sédiments n'ont plus l'obligation de tenir à jour et de conserver le registre prévu au I. Les données présentes dans le registre national des terres excavées et sédiments demeurent accessibles à la personne les ayant transmises, de façon à ce qu'elle puisse les présenter aux autorités en charge du contrôle, à leur demande.

[...]

Constats :

L'exploitant a présenté un fichier relatif aux apports de remblais. Les informations figurant dans ce fichier sont très limitées (date, chantier, immatriculation du véhicule, tonnage). L'exploitant ne dispose pas d'un fichier avec les informations requises pouvant être transmises vers le registre national (Track Déchets). L'exploitant ne fait aucune transmission dans la base de données électronique centralisée.

L'inspection des installations classées souligne que, l'entreprise Justeau qui, selon l'exploitant, fournit 98 % des déchets apportés est également soumise aux mêmes obligations.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit se mettre en conformité (disposer des informations requises et les transmettre au plus tard, le dernier jour du mois suivant l'expédition, la réception ou le traitement, y compris la valorisation, des terres excavées et sédiments, et chaque fois que cela est nécessaire pour mettre à jour ou corriger une donnée).

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 4 mois

N° 11 : Remblaiement - Admission et suivi

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/04/2016, article 2.5.2.1.2 à 2.5.2.1.6

Thème(s) : Risques chroniques, Remblaiement - Admission et suivi

Prescription contrôlée :

2.5.2.1.2

L'exploitant d'une installation met en place une procédure d'acceptation préalable, décrite ci-dessous, afin de disposer de tous les éléments d'appréciation nécessaires sur la possibilité d'accepter des déchets dans l'installation. Seuls les déchets remplissant l'ensemble des conditions de cette procédure d'acceptation préalable peuvent être admis et stockés sur l'installation.

a) L'exploitant s'assure que les déchets n'entrent pas dans les catégories mentionnées au point I de l'article 2.5.2.1.1.

b) Il s'assure que les déchets entrent dans la liste des déchets admissibles mentionnés au point II de l'article 2.5.2.1.1, et :

- qu'ils ont fait l'objet d'un tri préalable selon les meilleures technologies disponibles à un coût économiquement acceptable ;
- que les déchets relevant ne proviennent pas de sites contaminés.

Les déchets qui n'entrent pas dans la liste des déchets admissibles mentionnés au point II de l'article 2.5.2.1.1 ne sont pas admis sur le site.

2.5.2.1.3

Avant la livraison ou au moment de celle-ci, ou lors de la première d'une série de livraisons d'un même type de déchets, l'exploitant demande au producteur des déchets un document préalable indiquant :

- le nom et les coordonnées du producteur des déchets et, le cas échéant, son numéro SIRET ;
- le nom et les coordonnées des éventuels intermédiaires et, le cas échéant, leur numéro SIRET ;
- le nom et les coordonnées du ou des transporteurs et, le cas échéant, leur numéro SIRET ;
- l'origine des déchets ;
- le libellé ainsi que le code à six chiffres des déchets, en référence à la liste des déchets figurant à l'annexe II de l'article R.541-8 du code de l'environnement ;
- la quantité de déchets concernée en tonnes.

Ce document est signé par le producteur des déchets et les différents intermédiaires, le cas échéant. La durée de validité du document précité est d'un an au maximum.

Un exemplaire original de ce document est conservé par l'exploitant pendant au moins trois ans et est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. Lorsqu'elles existent, les copies des annexes sont conservées pendant la même période.

2.5.2.1.4

Avant d'être admis, tout chargement de déchets fait l'objet d'une vérification des documents d'accompagnement par l'exploitant de l'installation.

Un contrôle visuel des déchets est réalisé par l'exploitant à l'entrée de l'installation et lors du déchargement du camion afin de vérifier l'absence de déchet non autorisé.

2.5.2.1.5

En cas d'acceptation des déchets, l'exploitant délivre un accusé d'acceptation au producteur des déchets en complétant le document prévu à l'article 2.5.2.1.3 par les informations minimales suivantes :

- la quantité de déchets admise, exprimée en tonnes ;
- la date et l'heure de l'acceptation des déchets.

2.5.2.1.6

L'exploitant tient à jour un registre d'admission. Outre les éléments visés à l'arrêté du 29 février 2012 sur les registres, il consigne pour chaque chargement de déchets présenté :

- l'accusé d'acceptation des déchets ;
- le résultat du contrôle visuel mentionné à l'article 2.5.2.1.4 et, le cas échéant, celui de la vérification des documents d'accompagnement ;
- le cas échéant, le motif de refus d'admission.

Ce registre, pour ce qui concerne les matériaux de remblaiement, est conservé par l'exploitant jusqu'à ce qu'il soit pris acte de la mise à l'arrêt définitif de l'installation par l'administration et est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. L'exploitant met en place des dispositions (plan topographique, matrice,...) permettant de localiser les zones de dépôts des remblais figurant sur le registre.

En cas de changement d'exploitant, le registre et la localisation des remblais, pour ce qui concerne les matériaux de remblaiement, sont communiqués au nouvel exploitant par le précédent.

Ce registre et la localisation des remblais, pour ce qui concerne les matériaux de remblaiement, sont également annexés à la notification de mise à l'arrêt définitif de l'installation prévue à l'article R.512-39-1 du code de l'environnement, transmise au préfet.

Constats :

L'exploitant n'a pas été en mesure de présenter une procédure formelle d'acceptation préalable des apports de déchets.

L'exploitant a indiqué que 98 % des apports de déchets proviennent de chantiers réalisés par l'entreprise Justeau dont le siège est à Louresse-Rochemenier.

L'exploitant a indiqué que les apports de déchets ont fait l'objet d'un tri préalable par cette société que les déchets relevant ne proviennent pas de sites contaminés.

L'exploitant indique que préalablement à la réalisation de ses chantiers, l'entreprise Justeau dispose d'éléments justifiants que ces apports sont inertes.

Le cas d'apports faits le 17 juin 2025 selon le fichier des apports de déchets de l'exploitant a été examiné. Pour ces apports, sollicité sur les documents dont il dispose, l'exploitant a présenté uniquement un document intitulé « Rapport journalier de transport » renseigné par l'entreprise Justeau. Sur ce document sont indiquées :

- les dates d'apports ;
- le nom du chauffeur et celui du chef de chantier ;
- l'immatriculation du véhicule de transport ;
- les matériaux où la mention « déblai » est inscrite ;
- les tonnages (à vide et en charge) ;
- le code du chantier (correspond à l'origine des apports) ;
- la destination où la mention « Louerre » est inscrite. L'inspection des installations classées note que la carrière est en totalité sur la commune déléguée d'Ambillou-Château, intégrée à la commune « nouvelle » de Tuffalun depuis 2016 mais n'a jamais été sur le territoire de la commune déléguée Louerre. L'indication de destination figurant sur le document est erronée ou le document présenté concerne un autre site où sont acheminés les déchets.

Sollicité pour connaître le chantier concerné, l'exploitant a présenté un devis (non signé) fait par l'entreprise Justeau pour un de ses clients où, la référence d'affaire correspond au chantier (ZAC de la Monnaie au Ponts-de Cé). Selon l'exploitant, les apports correspondent à une partie des terrassements (ouverture de fouille et/ou de fosse pour un volume total de 369 m³) qui figurent sur ce document.

Questionné sur le caractère inerte des matériaux, là encore l'exploitant renvoie vers un document de la société Justeau et, après consultation de l'entreprise Justeau, présente un document intitulé « Étude géotechnique » de juin 2021, de la société SOCLOVA, qui en justifierait. L'examen post-inspection de ce document montre qu'il ne s'intéresse pas au caractère inerte du sol constitutif des terrains. Ce document s'intéresse pour l'essentiel aux caractéristiques mécaniques et à la tenue géotechnique des matériaux constituant le sol où des constructions sont prévues ainsi qu'à la classe d'agressivité du sol sur le béton. Il comporte aussi une analyse d'eau souterraine portant sur certains paramètres. Le document précise qu'il s'agit « d'anciennes terres maraîchères ».

Avant la livraison ou au moment de celle-ci, ou lors de la première d'une série de livraisons d'un même type de déchets, l'exploitant ne demande pas au producteur des déchets un document préalable avec les informations prescrites. De plus, les documents présentés par l'exploitant ne comportent pas toutes ces informations. Il n'y a notamment aucun document signé par le producteur des déchets.

L'inspection n'a pas mis en évidence qu'une vérification des documents d'accompagnement est faite par l'exploitant préalablement à leur admission.

Selon l'exploitant, un contrôle visuel des déchets est réalisé par l'exploitant à l'entrée de l'installation et lors du déchargement du camion afin de vérifier l'absence de déchet non autorisé. En l'absence d'apport pendant l'inspection, ceci n'a pu être vérifié.

L'exploitant ne délivre pas d'accusé d'acceptation au producteur des déchets en complétant le document prévu (dont il ne dispose pas). Le chauffeur apportant les déchets remet le document « Rapport journalier de transport » en fin de semaine ce qui permet de connaître la quantité de

<p>déchets admise (en t) et la date de l'acceptation des déchets. L'heure n'est pas spécifiée.</p> <p>L'exploitant tient à jour un registre d'admission qui n'est pas conforme, compte tenu des lacunes évoquées précédemment. Il n'y a pas de traçabilité du résultat du contrôle visuel prévu à l'admission.</p> <p>Concernant l'existence de dispositions (plan topographique, matrice,...) permettant de localiser les zones de dépôts des remblais figurant sur le registre, l'exploitant a présenté un plan quadrillé non mis à jour depuis novembre 2021.</p> <p>La situation constatée n'est pas conforme.</p> <p>In-situ, les remblais vus correspondaient globalement à ce que permet l'autorisation d'exploiter, à savoir des matériaux terreux, de la pierre ainsi que quelques morceaux de bétons. La présence de quelques blocs d'enrobés, parmi ces déchets a néanmoins été constatée.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>a) L'exploitant doit se mettre en conformité afin de satisfaire aux dispositions réglementaires ce qui permettra également de satisfaire au point de contrôle précédent.</p> <p>b) L'exploitant doit s'assurer de la bonne qualité du tri préalable des déchets reçus, le cas échéant, refuser les déchets non autorisés tels que les enrobés.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites :</p> <p>a) = Mise en demeure, respect de prescription,</p> <p>b) = Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 4 mois</p>

N° 12 : Remblaiement

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/04/2016, article 2.5.2.2</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Remblaiement</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le remblaiement est effectué avec des matériaux du site et des apports extérieurs conformes aux dispositions de l'article 2.5.2.1. Les apports extérieurs proviennent préférentiellement du département de Maine-et-Loire et le cas échéant de départements limitrophes. La capacité maximale d'accueil de matériaux extérieurs n'excède pas 50 000 m³/an (env. 80 000 t/an), sauf accord préalable de l'administration.</p> <p>[...]</p> <p>Les matériaux sont déversés au niveau d'une zone d'accueil dédiée, permettant leur reprise. Ils ne sont pas déversés directement dans leur emplacement final.</p> <p>Les matériaux extérieurs inertes autorisés après vérification sont mis en place à leur destination finale dans la semaine suivant leur réception sur le site, sauf exceptionnellement si les conditions météorologiques ne le permettent pas.</p> <p>[...]</p> <p>L'exploitant s'assure que les personnes présentes dans l'emprise de l'établissement sont en dehors de secteurs susceptibles de mouvement de terrains (sommet et pied de remblaiement en cours). Une signalisation adaptée est mise en place ainsi que, lorsque cela est possible, un dispositif difficilement franchissable limitant l'accès.</p>
<p>Constats :</p> <p>Selon la déclaration dernière GEREP faite par l'exploitant au titre de l'activité de l'année précédente, en 2024, 59 535 t d'apports ont été reçues sur le site. Hormis sur un cas ponctuel (déchets provenant du Maine-et-Loire), l'origine géographique des apports n'a pas été examinée.</p> <p>La présence d'une zone d'accueil dédiée a été constatée, les matériaux sont déversés sont repris à la chargeuse pour être ensuite placés à leur emplacement final.</p> <p>Selon l'exploitant, une vérification des apports est faite à l'entrée sur le site et lors de leur reprise</p>

avant leur mise en place à leur destination finale. Comme signalé au point de contrôle précédent, la présence de quelques blocs d'enrobés (morceaux de croûtes), parmi les déchets a été constatée (le tri préalable doit être amélioré). Le volume de matériaux en attente était relativement limité.

Compte tenu de la signalisation et de l'emplacement de la zone de dépôt, les personnes effectuant les apports n'ont pas à se rendre dans des secteurs susceptibles de mouvement de terrains, en outre des merlons sont présents en tête de fronts.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 13 : Prévention des pollutions accidentelles - Rétentions

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/04/2016, article 3.2.3 (§IV)

Thème(s) : Risques chroniques, Prévention des pollutions accidentelles-Rétentions

Prescription contrôlée :

Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100 % de la capacité du plus grand réservoir,
- 50 % de la capacité des réservoirs associés.

Cette disposition ne s'applique pas aux éventuels bassins de traitement des eaux.

Lorsque le stockage est constitué exclusivement en récipients de capacité inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention peut être réduite à 20 % de la capacité totale des fûts associés sans être inférieure à 1000 litres ou à la capacité totale lorsqu'elle est inférieure à 1000 litres.

[...]

Les stockages de carburant et d'huiles sont, en outre effectués sous abris. Le volume de carburant est limité à 1500 litres et celui des huiles à quelques fûts et bidons représentant moins de 750 litres.

Il n'y a aucun stockage enterré de produits polluants sur le site.

Constats :

Les carburants et polluants sont stockés dans un conteneur maritime présent sur le site. Les quantités présentes et les conditions de stockage sont conformes.

Concernant le stockage de carburant, l'inspection des installations classées note toutefois qu'il est réalisé dans une cuve à double enveloppe qui fait office de capacité de rétention. L'inspection des installations classées a rappelé à l'exploitant que cela est possible uniquement dans la mesure où, une détection de fuite entre les parois de la cuve est présente. Il a été constaté après recherche que c'est bien le cas de la cuve où un dispositif visuel est présent et visible, en partie haute, dans un angle lors du remplissage de la cuve. Ce dispositif est peu voire pas visible sauf à se surélever au-dessus de la cuve et l'exploitant n'a pas su dire si cette détection est fonctionnelle.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit justifier que la détection de fuite de sa cuve de stockage de carburant est fonctionnelle et améliorer sa visibilité en toute circonstance. Le personnel du site doit avoir connaissance du fonctionnement de la détection.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 1 mois

N° 14 : Prévention des pollutions accidentelles-Forage

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/04/2016, article 3.2.3 (§VII)

Thème(s) : Risques chroniques, Prévention des pollutions accidentelles-Forage

Prescription contrôlée :

Le forage présent sur le site a une profondeur limitée à la nappe Séno-Turonienne. Il n'atteint pas la nappe du Cénomanién. Le forage dispose d'une :

- margelle bétonnée de 3 m² au minimum autour de la tête de puits, avec un minimum de hauteur de 0,30 m au-dessus du terrain environnant, conçue de manière à éloigner les eaux de la tête de forage ;
- tête du forage s'élevant d'au moins 0,5 m au-dessus du sol et équipée d'un dispositif approprié de fermeture permettant un parfait isolement du forage (capot cadenassé,...). Elle est en outre cimentée sur 1 m de profondeur compté à partir du niveau du terrain naturel.

Constats :

Le forage présent sur le site ne dispose pas d'une margelle bétonnée de 3 m² au minimum autour de la tête de puits, avec un minimum de hauteur de 0,30 m au-dessus du terrain environnant, conçue de manière à éloigner les eaux de la tête de forage.

La tête du forage ne s'élève pas d'au moins 0,5 m au-dessus du sol et n'est pas équipée d'un dispositif approprié de fermeture permettant un parfait isolement du forage (capot cadenassé,...).

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit se mettre en conformité.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 2 mois

N° 15 : Surveillance des eaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/04/2016, article 3.2.7.1 et 3.2.7.2

Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance des eaux

Prescription contrôlée :**3.2.7.1 Rejets**

L'exploitant s'assure, à une fréquence a minima annuelle, que la concentration en hydrocarbures des eaux en sortie de déshuileur-débourbeur est inférieure à 5 mg/l avant nettoyage de l'équipement.

3.2.7.2 Eaux souterraines

L'exploitant met en place 2 piézomètres de surveillance des eaux de la nappe Séno-turonienne. Ces ouvrages ont une profondeur adaptée pour atteindre cette nappe mais sans descendre jusqu'à la nappe du Cénomanién.

- un est à l'Est, au Sud de la parcelle YO 10 en limite du projet avec le massif boisé à l'Est (amont hydraulique) ;
- un est au Nord-Ouest de la parcelle YO 5 , en bordure de la RD156, sur la bande inexploitée (aval hydraulique).

Ces piézomètres sont aménagés, pour empêcher les infiltrations d'écoulements superficiels et les actes de malveillance, conformément aux règles de l'art et à l'arrêté ministériel du 11 septembre 2003 fixant notamment les prescriptions générales applicables à ce type d'ouvrage.

Dans les 3 mois suivant la notification du présent arrêté, l'exploitant réalise une analyse initiale portant au moins sur les paramètres prévus à l'article 3.2.6.1 au niveau des eaux présentes dans chacun des piézomètres créés et dans le forage présent sur la parcelle A648.

L'exploitant réalise ensuite une analyse à l'issue de chaque phase quinquennale d'exploitation (tous les 5 ans au moins) portant au moins sur les paramètres prévus à l'article 3.2.6.1 au niveau des eaux

présentes dans le piézomètre situé au Nord-Ouest (à l'aval hydraulique).

L'exploitant effectue également, deux fois par an, en période de basses eaux, et en période de hautes eaux une mesure du niveau d'eau dans chaque piézomètre et dans le forage présent sur le site. Simultanément, une analyse des eaux présentes dans ces ouvrages est effectuée sur les paramètres suivants : pH, DCO et indice en hydrocarbures totaux.

Constats :

L'exploitant n'a pas été en mesure de présenter d'analyse (annuelle) de la concentration en hydrocarbures des eaux en sortie de déshuileur-débourbeur durant l'inspection (ni après l'inspection).

L'exploitant dispose de 2 piézomètres de surveillance des eaux de la nappe aux emplacements prévus par l'autorisation d'exploiter. Ces piézomètres ne sont pas aménagés conformément aux règles de l'art et à l'arrêté ministériel du 11 septembre 2003 fixant notamment les prescriptions générales applicables à ce type d'ouvrage. Le capot du piézomètre n°2 situé au nord-est, à l'extérieur du site peut être retiré et n'empêche pas les actes de malveillance. Le cadenas de ce capot n'est pas fermé. Cette non-conformité a été traitée par l'exploitant lors de l'inspection.

L'exploitant n'a pas été en mesure de présenter de résultats de l'analyse quinquennale prescrite à l'issue de chaque phase quinquennale d'exploitation (la dernière devait être faite en 2021) sur les paramètres prévus à l'article 3.2.6.1 au niveau des eaux présentes dans le piézomètre situé au Nord-Ouest (à l'aval hydraulique).

Après l'inspection, l'exploitant a communiqué un rapport (CBTP du 22/07/2025) relatif à un suivi des eaux souterraines. Dans ce rapport, l'historique du suivi du niveau d'eau dans chaque piézomètre et dans le forage montre qu'aucun relevé n'a été fait en 2024. Un relevé a été fait le 01/07/2025, les précédents relevés datent de 2023. Depuis la délivrance de l'autorisation d'exploiter, les niveaux d'eau maximum relevés de part et d'autre du secteur d'extraction sont de 64,8 m NGF dans le forage et de 65,1 m NGF en Pz2 au nord du site (64,80 mNGF et 64,94 mNGF le 01/07/2025). Plus à l'est, dans Pz1, le niveau maximum relevé depuis la délivrance de l'autorisation d'exploiter, est de 65,7 m NGF (avril 2020) ce qui est surprenant dans la mesure où ce piézomètre est censé être à l'aval hydraulique.

Dans ce rapport communiqué après l'inspection, les résultats d'une analyse des eaux prélevées le 01/07/2025 dans ces ouvrages et portant notamment sur le pH, DCO et l'indice en hydrocarbures totaux sont présentés. Ces résultats n'appellent pas d'observation particulière sur les paramètres de suivi prescrits. On note néanmoins ponctuellement une valeur élevée de MES en particulier dans Pz1 (250 mg/l en 2025).

Durant l'inspection l'exploitant a indiqué adresser des bilans annuels des suivis environnementaux du site à la préfecture. Après recherche post-inspection, il apparaît que le dernier bilan annuel (partiel) reçu, via la préfecture, date de 2019 et porte uniquement sur les mesures de retombées de poussières et les émissions sonores. En outre, la demande de justificatifs d'envois de bilans annuels à la préfecture faite est restée sans réponse de l'exploitant.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

a) L'exploitant doit s'assurer annuellement que la concentration en hydrocarbures des eaux en sortie de déshuileur-débourbeur est inférieure à 5 mg/l avant nettoyage de l'équipement.

b) L'exploitant doit réaliser une analyse (à l'issue de chaque phase quinquennale d'exploitation) portant au moins sur les paramètres prévus à l'article 3.2.6.1 au niveau des eaux présentes dans le piézomètre situé au Nord-Ouest.

c) L'exploitant doit mettre en conformité ses piézomètres, notamment avec l'article 8 (aménagement et identification) de l'arrêté ministériel du 11 septembre 2003 portant application du décret n° 96-102 du 2 février 1996 et fixant les prescriptions générales applicables aux sondage, forage, création de puits ou d'ouvrage souterrain soumis à déclaration en application des articles L. 214-1 à L. 214-3 du code de l'environnement et relevant de la rubrique 1.1.1.0 de la nomenclature annexée au décret n° 93-743 du 29 mars 1993 modifié.

d) L'exploitant effectue également, deux fois par an, en période de basses eaux, et en période de hautes eaux une mesure du niveau d'eau dans chaque piézomètre et dans le forage présent sur le

site. Simultanément, une analyse des eaux présentes dans ces ouvrages est effectuée sur les paramètres suivants : pH, DCO et indice en hydrocarbures totaux.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites :

a) et b) = Mise en demeure, respect de prescription,

c) et d) = Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 mois

N° 16 : Surveillance des rejets atmosphériques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/04/2016, article 3.3.3

Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance des rejets atmosphériques

Prescription contrôlée :

L'exploitant met en place un réseau permettant de mesurer le suivi des retombées de poussières dans l'environnement. Au moins deux campagnes de mesures sont effectuées, en période estivale en juin et début septembre aux 4 emplacements suivants, proches de l'emprise du site :

- Point le plus au Nord de l'emprise de l'établissement (Angle Nord-Ouest de la parcelle YO 5) ;
- Point le plus au Sud de l'emprise de l'établissement (Angle Sud-Est de la parcelle A 647) ;
- Point le plus à l'Est de l'emprise de l'établissement (Angle Nord-Est de la parcelle YO 10) ;
- Point le plus à l'Ouest de l'emprise de l'établissement (Angle Sud-Ouest de la parcelle YO 11).

Ce suivi se fait soit par la méthode des plaquettes de dépôt, soit, préférentiellement, par la méthode des jauges de retombées.

Les mesures de retombées de poussières par la méthode des plaquettes de dépôt sont réalisées conformément

aux dispositions de la norme NF X 43-007, version décembre 2008.

Les mesures de retombées de poussières par la méthode des jauges de retombées sont réalisées conformément

aux dispositions de la norme NF X 43-014, version novembre 2003.

Des contrôles pour déterminer les concentrations, les débits et les flux de poussières des émissions gazeuses canalisées sont effectués, s'il en existe, dans les 3 mois suivant la mise en service des équipements concernés. Ces contrôles sont ensuite effectués tous les ans. Ils sont effectués selon des méthodes normalisées et par un organisme agréé.

L'exploitant réalise une synthèse de l'analyse des 2 premières campagnes de surveillance des retombées de poussières et de contrôle des émissions canalisées qui suivent la notification du présent arrêté et la tient à la disposition de l'inspection des installations classées.

Après 2 années (4 campagnes) de mesures successives des retombées de poussières présentant des résultats satisfaisants, la surveillance peut être effectuée en une seule campagne annuelle de mesures, en période estivale, tant que les résultats sont satisfaisants (retour à deux campagnes annuelles le cas échéant).

Un plan localisant les points de suivi des retombées de poussières est annexé au présent arrêté.

Constats :

Un rapport de mesures de retombées de poussières (Daniel Devaux - campagne estivale 2023) de 2023, a été communiqué par l'exploitant à l'inspection des installations classées, la veille de l'inspection.

Les mesures ont été faites par la méthode des plaquettes de dépôt aux emplacements prévus (sauf pour le point 4 qui n'est pas au nord-est de la parcelle YO n°10 mais au sud-est de cette dernière, ce qui est à priori plus contraignant car plus proche des installations de traitement des matériaux extraits). L'ensemble des résultats n'appelle pas d'observation, les valeurs relevées sont faibles et d'au plus 40,58 mg/m²/j.

L'exploitant n'a pas été en mesure de fournir de mesures faites lors d'une campagne annuelle en

2024 (ni pendant l'inspection, ni après) et sa déclaration GEREP d'activité de 2024 n'en fait pas état.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit se mettre en conformité et assurer la surveillance des retombées de poussières prescrite (une campagne annuelle de mesures, en période estivale, tant que les résultats sont satisfaisants et retour à deux campagnes annuelles le cas échéant).

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 2 mois

N° 17 : Surveillance des émissions sonores

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/04/2016, article 3.5.4

Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance des émissions sonores

Prescription contrôlée :

L'exploitant fait réaliser au moins tous les ans et à ses frais, une mesure des émergences et une vérification des niveaux d'émissions sonores par une personne ou un organisme qualifié selon une procédure et aux emplacements les plus représentatifs des bruits émis par son établissement pendant une phase représentative d'activité.

Si, à l'issue de deux campagnes de mesures successives, les résultats des mesures de niveaux de bruit et de niveaux d'émergence sont conformes aux dispositions du présent arrêté, la fréquence des mesures peut être trisannuelle. ; Si le résultat d'une mesure dépasse une valeur limite (niveau de bruit ou émergence), la fréquence des mesures redevient annuelle. Le contrôle redevient trisannuel dans les mêmes conditions que celles indiquées à l'alinéa précédent.

Les mesures des émissions sonores sont effectuées, selon la méthode définie en annexe de l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement.

Les niveaux sonores en limite de propriété sont contrôlés au moins aux emplacements suivants :

- A - en limite Ouest, le long de la RD156 ;
- B - en limite Nord, au droit de l'habitation de La Petite Coudre ;
- C - en limite Est, face au secteur boisé ;
- D - en limite Sud-Est, en direction de l'habitation voisine la plus proche de Les Noyers de Sauné.

Les émergences sont contrôlées au moins au niveau des habitations les plus proches situées à :

- 1 - Les Noyers de Sauné
- 2 - La Petite Coudre ;
- 3 - La Chaslerie ;
- 4 - La Haute Coudre, en cas de dépassement de la valeur limite des émergences au niveau d'un des deux emplacements précédents.

L'exploitant met en œuvre les actions correctives nécessaires en cas de dépassement des valeurs réglementaires et informe l'inspection des installations classées.

Un plan localisant les points de suivi des niveaux et des émergences est annexé au présent arrêté.

Constats :

Un rapport de contrôles des émissions sonores (CBTP du 11/07/2025), a été communiqué par l'exploitant à l'inspection des installations classées, la veille de l'inspection.

Les mesures ont été faites le 01/07/2025. Les valeurs mesurées en limites de site sont très inférieures à la valeur maximale autorisée (au plus 51 dB(A) pour un max. autorisé à 70 dB (A). Celles des émergences sonores au niveau des zones à émergences réglementées sont également inférieures à la valeur maximale limite (la valeur maximale admissible est de 5 dB(A), les valeurs mesurées sont inférieures à 2,5 dB(A) sauf au point 1 - Les Noyers de Sauné qui est le plus proche du site où elles sont de plus 4 dB(A)). A ce point, la durée d'apparition de tonalité marquée est légèrement

supérieure à 30 % (elle est de 30,3%) de la durée de la mesure en période de fonctionnement. L'organisme ayant fait la mesure précise néanmoins que « *d'après la hauteur des fréquences et les observations sur le terrain, les dépassements mesurés proviendraient des nombreux et bruyants chants d'oiseaux situés dans un parc du lieu-dit Les Noyers de Sauné* ».

L'inspection des installations classées note, au regard du rapport communiqué, que les mesures n'ont pas été faites selon la méthode dite « d'expertise » de la norme NF S 31-010. Elles ont été faites selon la méthode dite de « contrôle » définie par cette norme.

L'inspection des installations classées rappelle que l'annexe de l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement précise notamment que Les mesures sont effectuées selon les dispositions de la norme AFNOR NF S 31-010 " Caractérisation et mesurage des bruits de l'environnement. - Méthodes particulières de mesurage " (décembre 1996), complétées par les dispositions ci-après.

Cette norme fixe deux méthodes de mesure se différenciant par les moyens à mettre en oeuvre et par la précision des résultats. La méthode de mesure à utiliser est la méthode dite " d'expertise " définie au point 6 de la norme. Cependant, un simple contrôle du respect des prescriptions peut être effectué selon la méthode dite de " contrôle " définie au point 5 de la norme. **Dans ce cas, une conclusion quant à la conformité des émissions sonores de l'établissement ne pourra être tirée que si le résultat de la mesure diffère de la valeur limite considérée (émergence ou niveau admissible) de plus de 2 dB(A).**

Dans ces conditions, conformément à l'arrêté ministériel susmentionné, les résultats communiqués par l'exploitant ne permettent pas de conclure à la conformité des émergences sonores au niveau des habitations situées au lieu-dit « Les Noyers Sauné » puisque l'émergence mesurée ne diffère pas de 2 dB(A) avec la valeur limite considérée.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit justifier de la conformité des émergences sonores de ses installations au niveau des habitations les plus proches situées au lieu-dit « Les Noyers Sauné ».

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 1 mois

N° 18 : Information du public

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/04/2016, article 5.1

Thème(s) : Autre, Information du public

Prescription contrôlée :

L'exploitant crée un comité de suivi et organise au moins une fois par an, une réunion à laquelle sont conviés au moins des représentants de la municipalité de Tuffalun et des riverains de Ambillou-Château et de Louerre, pour notamment leur communiquer des informations relatives à l'exploitation de la carrière et aux résultats du suivi environnemental du site. L'inspection des installations classées est informée de la tenue de cette réunion et peut y participer.

L'exploitant établit un compte rendu de chaque réunion, qui est transmis aux membres du comité ainsi qu'à l'inspection des installations classées.

Suivant les circonstances ou à la demande du maire de Tuffalun, des réunions supplémentaires peuvent être organisées.

La périodicité de 1 an peut être allégée, sans dépasser 2 ans, sur décision du comité de suivi et l'avis favorable de la municipalité de Tuffalun.

La première réunion du comité de suivi est organisée durant la première année suivant la notification du présent arrêté.

Constats :

L'exploitant a indiqué être en relation régulière avec la municipalité locale ainsi que certains riverains. L'exploitant n'a toutefois pas été en mesure de fournir d'élément relatif à la création d'un comité de suivi et à l'organisation de réunions.

L'exploitant estime que les relations qu'il entretient sont suffisantes.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit se mettre en conformité en créant un comité de suivi et en organisant une réunion annuelle à laquelle sont conviés au moins des représentants de la municipalité de Tuffalun et des riverains de Ambillou-Château et de Louerre.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

Pièce jointe associée à la visite d'inspection

N°4 : Bornage, accès, distances limites, zones de protection, poteau électrique



Extrait du plan du site tiré de la demande d'autorisation d'exploiter initiale de l'exploitant
(en pointillés jaunes = limite du site ; en pointillés noirs = limite de la zone d'extraction ; en pointillés violets = distance de 35 m de la limite du site)